

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 1 DU 2 MAI 2007

À L'ACCORD DU 2 MARS 2000 RELATIF À LA FORMATION

NOR : ASET0750681M

Entre :

La FFNMC,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB)
CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières
et matériaux de construction CFE-CGC ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération matériaux céramique, thermique CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Face aux difficultés pour les organismes de formation de proposer des sessions de FIMO/FCOS en conformité avec l'article 4 du chapitre I^{er} « Durée et contenu de la formation initiale minimale obligatoire » et l'article 3 du chapitre II « Durée et contenu de la formation continue obligatoire de sécurité » de l'accord de branche du 2 mars 2000, les entreprises sont dans l'impossibilité de former leurs chauffeurs et peuvent être, le cas échéant, amenées, en pratique, à ne pas embaucher de futurs conducteurs.

Pour remédier à cette situation, les partenaires sociaux ont décidé d'un commun accord de compléter l'article 4 du chapitre I^{er} « Durée et contenu de la formation initiale minimale obligatoire » et l'article 3 du chapitre II « Durée et contenu de la formation continue obligatoire de sécurité » de l'accord de branche du 2 mars 2000 relatif à la FIMO/FCOS dans le négoce des matériaux de construction comme suit :

Article 1^{er}

Modification apportée à l'article 4 du chapitre I^{er} « Durée et contenu de la formation initiale minimale obligatoire » et à l'article 3 du chapitre II « Durée et contenu de la formation continue obligatoire de sécurité »

Tout chauffeur non titulaire de la FIMO ou de la FCOS pourra, à défaut de pouvoir suivre une FIMO/FCOS propre à la branche du négoce des matériaux de construction, se former à une FIMO/FCOS de droit commun (compte d'autrui ou compte propre de marchandises).

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 3

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 5

Force obligatoire de l'avenant

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 2 mai 2007.

(Suivent les signatures.)